

Un plan d'éradication de la pauvreté

Partage international n° 199 - Mars 2005

par Jeffrey D. Sachs

Un groupe éminent d'experts dans différents domaines - agriculture, médecine, économie, éducation, etc. - vient de faire une proposition au monde. Si les pays riches et pauvres se conforment aux promesses qu'ils ont faites ces cinq dernières années pour combattre la misère et la maladie, en se fondant sur le meilleur de la science et de la technologie, on peut épargner des millions de vies et faire sortir des centaines de millions d'hommes de la misère. Il suffirait d'y consacrer 0,5 % des revenus du monde riche des dix prochaines années.

Considérons la malaria, par exemple [transmise par les moustiques] : c'est un tsunami silencieux qui tue chaque année plus de 150 000 enfants africains. Pourtant, du fait de l'absence de couverture médiatique, l'opinion publique reste de marbre, alors qu'une tragédie d'une telle ampleur a des coûts économiques incalculables et contribue à l'explosion démographique du continent, les familles pauvres cherchant à compenser la mortalité infantile par une procréation massive.

Ce qui est choquant, c'est que l'on peut prévenir cette maladie et la traiter. Il suffirait de répandre l'usage de moustiquaires traitées aux insecticides (à 5 dollars pièce). Des médicaments efficaces, coûtant à peine un dollar la dose, pourraient pallier aux défauts de moustiquaires. Mais la pauvreté de l'Afrique est telle que les familles rurales, bien que connaissant l'efficacité de ces moustiquaires et des traitements, ne disposent pas des quelques dollars qui leur permettraient de se les offrir.

Le rapport du Projet du millénaire (Millennium Project), produit par ce groupe d'experts indépendants nommés par le secrétaire-général des Nations unies, montre que 2 à 3 dollars versés par les citoyens des pays riches suffiraient à combattre efficacement la malaria. Aujourd'hui, les sommes dépensées par habitant ne dépassent pas 20 cents par an.

Ce rapport, intitulé *Investir dans le développement*,

ne s'arrête pas à ce fléau. Les experts montrent, par exemple, comment certains « arbres fertilisateurs » pourraient refertiliser le sol africain et conduire à un doublement, voire à un triplement des rendements agricoles. L'Afrique pourrait connaître sa « révolution verte », comme ce fut le cas pour l'Asie quelques décennies auparavant. La sécurité alimentaire assurée, le continent africain pourrait entreprendre son décollage économique.

En matière d'obstétrique, on pourrait mettre en place un réseau de cliniques et sauver des centaines de milliers de femmes condamnées à mourir, suite à de mauvaises conditions d'accouchement.

L'introduction dans les « cantines scolaires » de repas peu chers mais diététiquement équilibrés, utilisant les produits locaux, améliorerait la santé, le taux de présence scolaire et les performances des écoliers des pays les plus défavorisés.

De telles mesures changeraient la situation. Pourtant, rien n'est entrepris. Les Etats-Unis et la plupart des pays donateurs n'y consacrent que 0,5 % du revenu par habitant, que ce soit par des aides d'Etat ou privées. Les contributions se rapprochant plus des 0,2 % que des 0,5 %, et ne concernant qu'accessoirement la lutte pour l'éradication de la pauvreté.

Pourquoi n'investissons-nous pas davantage ? Pas par pingrerie mais plus par ignorance de ce que nous serions en mesure de faire si nous nous y mettions résolument. Les Américains croient donner bien plus qu'ils ne le font en réalité. Ils croient également, à tort, que la corruption supposée régner dans ces pays rendrait leur aide inefficace - alors que des dizaines de ces pays défavorisés, bien qu'abandonnés de la communauté internationale, sont plutôt bien gouvernés. La tristesse et la générosité qui ont marqué la catastrophe du sud-est asiatique montrent pourtant que les Américains aspirent à contribuer à sauver des vies humaines et à restaurer leurs moyens d'existence.

Voici trois mesures proposées aux Etats-Unis par le rapport du Projet du millénaire :

- En premier lieu, que le président, soutenu par les principaux leaders du Congrès (républicains et démocrates), lance un appel à chacun d'entre nous pour combattre concrètement les tsunamis silencieux

que sont la malaria, la faim, la mortalité en couche et la misère. Qu'ils endossent le « plan d'action » présenté dans le rapport pour combattre ces fléaux dont on peut, finalement, rapidement venir à bout.

- En second lieu, à l'image de ce que la Maison Blanche et le Congrès ont fait pour le sida, nos dirigeants devraient élaborer des moyens d'action précis, chiffrés. Au lieu de se contenter, comme c'est souvent le cas, de programmes vagues et symboliques d'éradication de la pauvreté, sans apport financier réel, qu'ils évaluent précisément les sommes nécessaires pour mettre fin à cet ensemble de fléaux et qu'ils en informent les Américains. Le rapport du Projet du millénaire montre, chiffres à l'appui, que ces sommes n'ont rien d'alarmant : elles se montent tout au plus à 0,5 % de nos revenus annuels, soit environ 60 milliards de dollars, autant dire une petite fraction des 450 milliards que nous dépensons en matière militaire, et constitueraient pourtant un enjeu vital pour notre sécurité nationale.

- Enfin, le président devrait appeler les Américains au même engagement dont ils ont fait preuve en faveur du sida en 2003 et lors du tsunami de Noël 2005. Il devrait conduire notre nation à mettre ses richesses et sa technologie au service de la lutte contre la malaria et la faim, qui réduisent à

l'impuissance des centaines de millions de nos frères de par le monde. Nous savons que ne rien faire pour soulager une souffrance, quelle qu'elle soit, ne fait qu'ajouter à l'instabilité et à l'insécurité du monde. Les Américains ne demandent qu'à agir.

Article publié par le Washington Post, en janvier 2005, reproduit avec la permission de l'auteur.

Auteur : Jeffrey D. Sachs, professeur de développement durable et de gestion de la santé à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis).

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société, politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)